

La fatigue politique du Québec contemporain Entretien avec Daniel D. Jacques

Mathieu Bélisle

Number 60, Spring 2015

Avons-nous peur du pouvoir ?

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/79214ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

L'Inconvénient

ISSN

1492-1197 (print)

2369-2359 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Bélisle, M. (2015). La fatigue politique du Québec contemporain : entretien avec Daniel D. Jacques. *L'Inconvénient*, (60), 16–18.

LA FATIGUE POLITIQUE DU QUÉBEC CONTEMPORAIN

ENTRETIEN AVEC DANIEL D. JACQUES

Propos recueillis par Mathieu Bélisle

Daniel Jacques, permettez-moi d'abord de vous remercier d'avoir accepté cette demande d'entretien. Dans un remarquable essai sur *La fatigue politique du Québec français* (Boréal, 2008), vous affirmez que les Québécois souffrent d'une « incapacité atavique à penser véritablement le politique ». C'est une affirmation forte, qui mérite qu'on s'y attarde, ne serait-ce que pour dissiper les malentendus qu'elle pourrait susciter. Voulez-vous dire que les Québécois n'ont pas de culture, d'imagination politique ? Qu'ils n'ont pas les moyens de réfléchir aux grandes structures et orientations politiques ?

Toute la difficulté que présente cette question découle de l'expression « penser le politique ». Qu'est-ce donc que le politique ? Par quelle voie peut-on parvenir à penser un pareil objet ? Ce sont là des problèmes fort anciens et très complexes, abordés notamment par Platon dans *Le Politique*, qu'on ne peut résoudre en quelques lignes. Disons, pour aller à l'essentiel, que le politique a pour tâche la mise en commun d'un territoire sous l'autorité de la loi. La pensée politique, par conséquent, vise à établir sous quelles conditions d'intelligibilité le territoire, l'autorité et la loi peuvent être fondés. Davantage, nous pourrions dire qu'une telle réflexion doit permettre de saisir comment ces réalités humaines – le territoire, l'autorité et la loi – font l'objet d'une mise en commun.

Penser le politique, pour ce qui concerne la situation du Québec, c'est donc chercher à savoir comment il « nous » est donné d'envisager cette mise en commun, constitutive de la nation, entendue au sens politique. Une fois engagés dans cette enquête, il convient de nous interroger sur le motif d'un tel partage symbolique dans notre histoire. Or, c'est ici le point essentiel, il m'a semblé que les motifs invoqués par les élites canadiennes-françaises et québécoises ont été, à la suite de la faillite de la Rébellion des patriotes, de nature

si ce n'est proprement apolitique, à tout le moins bien peu politique. Cela tient au fait que notre situation minoritaire ne nous a pas préparés à penser le politique comme une fin, c'est-à-dire un état souhaitable en lui-même, mais toujours comme un moyen, un moyen pour assurer, par exemple, notre « survivance ». Le politique a été mis au service d'abord de la religion et ensuite de la culture, tout comme aujourd'hui il semble soumis aux impératifs de l'économie. Sous ce rapport particulier, la Révolution tranquille n'a pas opéré de transformations réelles, à tout le moins quant à la nature de notre relation au politique, demeuré jusque-là un pur instrument au service d'un bien commun, quelle que soit la compréhension que l'on ait pu avoir de ce « bien ».

Si ces réflexions touchent à la réalité du phénomène politique, on en vient alors à se demander ce que serait une véritable pensée du politique. Une partie de la réponse se trouve dans l'affirmation que le politique n'est pas qu'un moyen, ce qu'il est aussi, mais d'abord et autrement une finalité puisque l'homme n'accède à son humanité qu'en parvenant à déployer son être au sein de la Cité, qui le précède et dans laquelle il lui est donné de prendre place parmi ses semblables. C'est pourquoi, pour revenir au Québec, l'accession à l'indépendance n'est pas qu'un simple instrument parmi d'autres, comme l'a soutenu le père de l'étapisme dans un livre récent, mais bien plutôt la condition requise pour accéder à la plénitude de notre être collectif. Dans l'histoire de l'Occident, l'autre nom donné à cette figure de la plénitude, qui n'est pas la seule d'ailleurs, est celui de liberté. À ma connaissance, le personnage de notre histoire récente qui a le mieux incarné cette possibilité historique fut Pierre Bourgault, et l'échec de sa politique, d'un point de vue réaliste, en dit long sur notre condition commune. N'est-il pas significatif que le concept de liberté ait pour ainsi dire disparu du discours politique souverainiste pour être

remplacé par ceux de « projet de société », d'« identité », voire de « souveraineté économique », qui sont des concepts qui se rapportent davantage à la société qu'à l'État ?

Ne pourrait-on pas dire que les Québécois ont une culture politique – et même une culture du politique –, mais une culture politique d'opposition et non de pouvoir, bref, qu'ils ne savent pas réellement penser en termes de pouvoir ? Allons encore plus loin : les Québécois ont-ils peur du pouvoir ?

Les Québécois ont-ils peur du pouvoir ? Il me semble reconnaître sous la formulation de cette question un vieux mythe concernant le caractère présumé des Canadiens français, « porteurs d'eau » dans leur propre pays. S'il est vrai que notre situation historique ne nous a pas permis d'acquérir une expérience complète de la vie politique et que notre conscience commune en est restée atrophiée, je ne crois pas que cette condition nous ait conduits à ne pas savoir assumer le pouvoir. Il convient d'éviter l'amalgame entre pouvoir et politique puisque le domaine du pouvoir est bien plus vaste que celui du politique. Le politique n'est qu'une figure possible du pouvoir, voire du désir de pouvoir, qui conduit, au final, au rassemblement des hommes en communauté. À ce sujet, Machiavel a des pages remarquables dans *Le Prince*, notamment au sujet des actions de César Borgia en Romagne.

Pour revenir, de nouveau, au Québec et au Canada français, il serait plus juste de dire que nous avons surtout développé des formes de pouvoir autres que politiques, voire en remplacement du politique. Je pense bien sûr à la religion, en l'occurrence le catholicisme, qui fut, à certains égards, le cœur de notre nationalité, à tout le moins de notre survivance nationale, et plus encore l'institution par excellence d'une puissance manifeste. Nul doute, à mes yeux du moins, que nous avons excellé dans l'exercice de cette figure si particulière du pouvoir collectif, jusqu'à l'épuisement spirituel et la déchéance morale. Bien sûr, aujourd'hui nous avons délaissé ces formes décriées du pouvoir pour d'autres plus en accord avec l'esprit de notre époque. Nous célébrons désormais nos réussites dans les sphères de l'art, notamment les arts de la scène, et de l'économie. Considérant la fascination qu'exercent ces nouvelles icônes de la réussite, il semble bien que nous n'ayons aucune difficulté à assumer ces pouvoirs-là.

Permettez-moi de jouer le rôle de l'avocat du diable en revenant sur les questions précédentes à partir d'un tout autre angle. Selon vous, la Révolution tranquille a marqué le passage d'une conception religieuse de l'être-ensemble à une conception culturelle – et non politique. Vous affirmez dans votre essai que les artistes en sont venus à jouer auprès du peuple québécois un rôle analogue à celui qui était jadis exercé par les membres du clergé. S'il ne me paraît guère

contestable que les artistes aient joui d'un capital symbolique inégalé dans l'histoire du Québec durant les décennies qui marquent la période de la Révolution tranquille, il me semble qu'une telle lecture écarte un peu trop rapidement les acteurs politiques eux-mêmes et le rôle qu'ils ont pu jouer, l'influence décisive qu'ils ont pu exercer sur la vie collective. La Révolution tranquille n'est-elle pas marquée aussi par l'apparition d'une nouvelle génération d'acteurs politiques (les Lesage, Lévesque, Lapalme, Gérin-Lajoie, Bourassa, Castonguay, Parizeau, Laurin et ainsi de suite) appelés à jouer dans l'espace public un rôle considérable ? Bref, la Révolution tranquille ne marque-t-elle pas, en même temps que l'apparition d'une conception culturelle de l'être-ensemble, un réveil – ou un éveil – du politique ?

Dans l'interprétation de la Révolution tranquille et de son héritage, il ne s'agit nullement de sous-estimer le rôle considérable joué par certaines élites politiques – les Parizeau, Bourassa et autres –, mais plutôt de rappeler l'immense « capital symbolique », pour reprendre votre expression, dont ont joui les artistes – pensons cette fois aux Miron, Tremblay, Vigneault et tous les autres, si nombreux – qui ont formé l'avant-garde du renouveau de la conscience nationale. Il est à noter d'abord que ce rôle dévolu aux artistes représente une nouveauté dans notre histoire et n'a pu être envisagé qu'au moment même où les Canadiens français du Québec se sont rebaptisés eux-mêmes Québécois. D'une certaine façon, l'artiste québécois répond à la représentation de la nation comme manifestation de la culture de la même façon que le prêtre canadien-français a répondu à celle de la nation comme véhicule de la religion.

Le fait que l'artiste ait eu pour tâche d'exprimer d'une voix nouvelle la singularité de notre être culturel ne diminue en rien l'influence, parfois déterminante, des élites politiques et économiques dans notre histoire. Toutefois, sur le plan de la représentation collective, du mythe, il faut convenir que l'un, le politique, n'est que le serviteur de l'autre, l'artiste, qui devient ainsi l'interprète autorisé de la nation. Qui est le maître à ce jeu ? Miron ou Lévesque ?

La situation politique du Québec actuel m'apparaît comme le produit d'une série d'échecs : des échecs référendaires, bien sûr, mais aussi des échecs à faire pleinement entrer le Québec dans le giron canadien (la Constitution non signée, Meech, Charlottetown). Une telle situation est proprement déprimante – ou « fatigante », pour le dire dans les termes d'Hubert Aquin. Beaucoup d'énergie semble avoir été dépensée en vain. Le Québec me fait penser à ces personnages de romans d'apprentissage qui rêvaient de grandeur et qui échouent et perdent leurs illusions. Je songe à Lucien de Rubempré, héros des *Illusions perdues* de Balzac, qui rêve de devenir l'égal de Victor Hugo, mais doit se contenter d'un modeste travail de journaliste anonyme dans un quotidien minable. En



littérature, on dit de ces personnages que leur échec n'a pas été tout à fait vain : ils ont « vieilli », ils ont appris à devenir adultes, ils ont pris la mesure d'eux-mêmes. Ne pourrait-on pas tirer les mêmes conclusions à propos du Québec ?

Prendre la mesure de soi par l'échec ! Voilà une vision bien chrétienne de notre histoire. Il est vrai que le Québec a « vieilli » au cours des dernières années en raison de l'affaïssement de son rêve le plus distinctif. Il est tout aussi vrai que ce rêve, rêve d'indépendance, lui est venu sur le tard, alors même que bien des nations de par le monde en venaient à la conclusion qu'il nous fallait délaisser ces attachements par trop arbitraires et, parfois, si contraires à l'esprit de la civilisation libérale qui prédomine à notre époque. Par ailleurs, il est vrai que le récit de nos échecs s'apparente à certains romans d'apprentissage. On se souviendra toutefois qu'il y a parmi ces romans des aventures qui se terminent mal, ou encore dont le résultat demeure bien incertain. Je pense notamment à *La Montagne magique* de Thomas Mann, où le héros, Hans Castorp, semble à la toute fin s'abandonner aux sirènes de la réaction, malgré les recommandations de son ami le pédagogue, Settembrini, jusqu'à se rendre sur les champs de bataille de la Première Guerre mondiale. Bien sûr, je ne crois pas qu'un destin aussi tragique nous attende, mais je me demande parfois quel sera le coût de notre inachèvement et plus encore de notre fatigue politique. Il ne s'agit aucunement d'affirmer que nous ne saurions connaître, dans l'avenir, bien des réussites artistiques, économiques, voire intellectuelles, mais davantage de s'interroger sur ce que nous aurions pu devenir si nous avions exploré jusqu'à leur plénitude les possibilités offertes par notre existence politique.

Le débat politique québécois me semble actuellement traversé par un vaste point d'ombre : certes, le Québec n'a pas voulu rompre avec le Canada, et les deux échecs référendaires sont là pour le prouver. Mais justement : qu'en est-il du Canada ? Qu'a-t-il à proposer au Québec ? On comprend que les fédéralistes québécois ne veulent pas s'aventurer sur ce terrain, par peur d'essuyer un refus des autres provinces et du gouvernement fédéral. On comprend aussi que les indépendantistes ne veulent pas aborder cette question, dans la mesure où ils donneraient alors l'impression de renoncer à leurs revendications traditionnelles. Pourtant, à bien y penser, il me semble que la balle est actuellement dans le camp du reste du pays, que le Canada a le devoir de proposer au Québec autre chose que le rapatriement de la Constitution ou une loi sur la clarté, qui ont plutôt eu pour effet de l'aliéner encore davantage, de contribuer à ce qu'on pourrait appeler sa « décanadianisation ». L'avenir du débat sur le statut politique du Québec ne passe-t-il pas obligatoirement par cette voie ? Ou avons-nous à ce point perdu de notre influence au sein du Canada pour qu'une telle voie soit désormais impraticable ?

Je ne sais pas si le Canada, on parle ici du Canada anglais, possède un « devoir » envers nous. Bien sûr, ultimement, la grande politique doit conduire à la concorde, aussi serait-il souhaitable que ce pays qui demeure le nôtre puisse offrir à

l'ensemble des Québécois les moyens d'action les plus appropriés à leur développement. Il n'en demeure pas moins, dans le monde bien réel de la politique, que la liberté est rarement offerte et plus généralement conquise. Il n'en va pas autrement pour le Québec, qui doit faire valoir ses propres intérêts au sein du pays réel qu'est le Canada. À cet égard, je crois que le rêve, si puissant autrefois, qu'a représenté l'indépendance du Québec est devenu aujourd'hui un obstacle qui nous empêche de jouer un rôle actif dans l'espace politique où se joue notre avenir. En somme, le rêve de la génération précédente obstrue l'horizon d'action de la génération qui vient, ne lui laissant pour héritage qu'un pays réel devenu étranger et un pays imaginaire toujours plus improbable. Quelle voie ouvrir à l'action politique des plus jeunes qui échappe à l'attente suscitée par l'exil et à l'indifférence engendrée par la déception ? Voilà bien les tâches à la fois intellectuelles et politiques qui s'imposent à nous aujourd'hui !

En terminant, une question sur l'état des forces souverainistes. Il me semble que l'écart entre les idéalistes et les pragmatiques n'a jamais été aussi grand qu'à l'heure actuelle, entre ceux pour qui l'indépendance est un idéal, un rêve auquel il faut tout sacrifier, quoi qu'il en soit de la volonté et des préoccupations populaires, et ceux pour qui l'indépendance est d'abord un projet à réaliser concrètement et qui, accablés par les signaux négatifs que la réalité leur envoie, se sentent forcés de le reporter indéfiniment, au grand dam des idéalistes. Le mouvement est-il condamné à voir l'écart entre ces deux « camps » s'élargir ? La tension et la distance entre ces deux camps nous apprennent-ils quelque chose à propos de la culture québécoise, de sa difficulté à réconcilier l'idéal et la réalité, ou de ce que vous décrivez vous-même comme son « ambivalence proverbiale » ?

Il est évident que les forces souverainistes sont aujourd'hui dans un piètre état et que la division règne dans leur camp. D'un côté, il y a ceux que l'on nomme les « purs et durs », ceux qui s'accrochent au rêve, quitte à masquer la réalité ; de l'autre côté, il y a les pragmatiques, voire ceux qui sont politiciens, au sens le plus péjoratif que l'on puisse donner à ce terme, et qui cherchent à accaparer le pouvoir en devenant les seuls dépositaires de nos aspirations révolues. Tous ceux-là s'élancent, chacun armé de son échancier référendaire, précédé de fantasques constitutions, dans le champ des possibles défini par la volonté populaire. Il en a toujours été ainsi : en 1980, en 1995, en 2014 et demain encore... Or, ce qui me semble caractériser l'état général de notre volonté, j'entends celle des francophones du Québec, c'est une sourde mais profonde fatigue politique. Il est donc à prévoir, tant que persistera cette situation ambiguë, que les partis opposés à la réalisation de l'indépendance profiteront grandement de la division du mouvement souverainiste et plus encore de la persévérance des plus idéalistes. Comme quoi les desseins de l'Histoire, en admettant qu'ils existent, sont parfois bien impénétrables. ■